

Il me déplaît d'entendre les députés dire que le Parlement n'a pas sa raison d'être, qu'il existe un malaise et que tout va à la débâcle. Ce n'est pas vrai. Nous avons dans le Parlement l'une des meilleures institutions qui soient pour gouverner un pays. Ce n'est pas rose tous les jours, je l'admets. Certains jours, on a l'impression de piétiner, de se gargariser de belles paroles sans plus. Si cela se reproduit assez fréquemment, cela permet à des gens comme le député d'Eglinton et comme John Drewery de prétendre que les Communes ne riment à rien.

En ma qualité de député de l'opposition, qui participe aux débats, je tiens à dire en toute franchise que nous devons toujours tenir compte de la nature des débats, de la durée des interventions, de la durée des différents débats et ainsi de suite. Je maintiens que le programme de la Chambre est bien plus chargé maintenant qu'il ne l'était il y a 109 ans ou même il y a seulement 34 ou 35 ans, c'est-à-dire lorsque je suis devenu député, et que nous devons évoluer. Je ne crois pas cependant que l'on puisse résoudre quoi que ce soit par de brèves interventions ou en laissant le gouvernement imposer la clôture à son gré. C'est par une action et une décision concertée au sujet des améliorations importantes à débattre à la Chambre, au lieu de perdre un temps considérable à des questions futiles, qu'on résout les problèmes. C'est autant notre faute que celle des députés de l'autre côté. Sur ce, j'ajouterai sans mâcher mes mots que ce qui ne tourne pas rond au Parlement, ce qui provoque tant de questions et tout ce babillage c'est justement parce que nous n'avons pas la possibilité de faire les choses dont parlait le député d'Eglinton. Le député a dit que nous devrions discuter de choses importantes et non de futilités. Il a qualifié de futile la motion présentée aujourd'hui. Je ne suis pas d'accord avec lui, étant donné qu'elle traite de l'ensemble des rapports entre le gouvernement et le Parlement.

Je lui dirai d'ailleurs que l'une des questions cruciales qui se posent aux Canadiens à l'heure actuelle, c'est le chômage. Les chômeurs sont au nombre d'un million au Canada. Pourquoi le gouvernement ne nous présente-t-il pas de mesures? En présentant de bons projets de loi au Parlement, le gouvernement pourrait guérir tous nos maux. Mais le problème, c'est qu'il ne propose rien.

Que fait-il pour aplanir les inégalités flagrantes qui existent dans notre société? Plusieurs d'entre nous se sont efforcés de réduire ces inégalités en travaillant d'arrache-pied pour faire majorer les pensions, les allocations familiales, et ainsi de suite. Je suis fier du rôle que les députés de ma génération ont joué depuis trente ou quarante ans en réussissant à faire améliorer les pensions en général, les pensions aux anciens combattants, les allocations familiales et l'assurance-chômage, de sorte que les richesses sont à l'heure actuelle mieux réparties. Le fossé n'en est pas disparu pour autant. Les pauvres ont peut-être plus d'argent, de biens et de services que les pauvres d'il y a une ou deux générations, mais le fossé qui les sépare des privilégiés est loin d'être comblé.

Aujourd'hui, le chef de l'opposition (M. Clark), le député de Grenville-Carleton (M. Baker) et moi-même, nous avons posé des questions au premier ministre (M. Trudeau) au sujet des traitements allant jusqu'à \$70,800 qu'on envisage de donner aux hauts fonctionnaires. Pour toute réponse, il nous a ri au

Crédits de un dollar

nez. Et le député d'Eglinton se demande pourquoi on pose des questions au sujet du rôle du Parlement. La question de l'inégalité économique, la question des salaires, des revenus, des pensions, etc., est tout aussi importante aujourd'hui qu'elle l'était à l'époque où nous adoptons la loi sur la sécurité de la vieillesse, les allocations familiales, l'assurance-chômage et l'amélioration des pensions des anciens combattants. La grande différence dans les revenus, c'est de la rigolade pour les millionnaires du cabinet. C'est véritablement une tragédie que le premier ministre soit si insensible aux besoins fondamentaux des Canadiens.

La question des disparités régionales est, au même titre que le chômage, une des premières causes de l'inégalité économique. C'est un scandale que, dans un pays qui se veut uni, il y ait autant de différences entre les trois provinces riches, celles qui s'en tirent à peu près et les autres, qui sont terriblement pauvres. Dans certaines régions, le niveau de vie est de cinq à six fois supérieur à celui d'autres régions. Qu'on nous donne un gouvernement qui accepte de parler de tout cela ici et le Parlement pourra jouer pleinement son rôle sans avoir à modifier un seul de ses règlements.

● (1610)

Ne prétendez pas que notre institution parlementaire est désuète, qu'elle est moribonde, qu'il y a un malaise, que nous en avons marre. Présentez simplement les mesures dont le Canada a besoin à l'heure actuelle et vous constaterez que les institutions parlementaires dont nous avons hérité de Westminster et que nous avons édifiées depuis 1867 sont valables.

Je ne m'oppose pas à la modification du Règlement; je ne m'oppose pas aux améliorations, mais j'ai fait partie de trop de comités qui tentaient de faire ces changements pour croire que cela suffit. Nous avons besoin d'un gouvernement efficace. Le Parlement sera efficace si le gouvernement est à la hauteur des questions dont nous sommes saisis. Il y a la question de l'unité nationale et tout ce qui s'y rapporte. Quelles questions nous ont été soumises? Je ne les ai peut-être pas toutes nommées, mais j'ai énuméré les principales préoccupations des Canadiens actuellement, le chômage, la disparité économique, les souffrances de nos pensionnés qui ne peuvent subsister, les disparités régionales et tous les problèmes qui se rattachent à l'unité nationale.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est expiré. Il peut continuer s'il obtient le consentement unanime. La Chambre le lui donne-t-elle?

Des voix: D'accord.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je suis gré à la Chambre de me laisser poursuivre et n'abuserai pas du temps supplémentaire qu'elle m'accorde. Je lui suis reconnaissant de m'avoir écouté avec attention et je mettrai un terme à mes observations en disant qu'à mon avis, Brooke Claxton avait bien raison en 1943 de demander aux députés de ne pas discréditer le Parlement en se moquant de lui et de ses travaux. J'invite donc à mon tour les députés à ne pas succomber à cette tentation, et les media à mettre un terme à leurs efforts pour faire échouer la Chambre.